



Pourquoi se faire Harakiri ?

En se basant sur les chiffres des cantons de Zurich et de Bâle, qui ont aboli le forfait fiscal, on peut raisonnablement affirmer que 60% à 70% des titulaires de forfaits fiscaux quitteront la Suisse, dès la première année de mise en application de la loi (Zurich -50% et Bâle -84%), si celle-ci devait être acceptée.

Ils s'en iront vers des cieux encore plus cléments fiscalement puisqu'un grand nombre de pays proposent déjà aujourd'hui des conditions bien plus avantageuses que la Suisse (Portugal, Grande Bretagne, Malte, Gibraltar, Lichtenstein, Autriche, etc.).

Nous avons relayé sur notre site internet, la comparaison internationale (cf. le Temps du 19 novembre, « A chaque pays sa formule pour attirer les riches ») en matière d'incitations à l'implantation fiscale. Force est de constater que sur ce thème, la concurrence est féroce !

Les expériences passées ont prouvé que les titulaires de forfaits fiscaux étaient extrêmement mobiles. On peut donc supposer que les 30 à 40% de forfaitaires qui se décideront à rester ne seront pas les plus fortunés et qu'ils payeront globalement moins d'impôts au régime ordinaire. Ce seront vraisemblablement surtout des personnes d'un certain âge.

Ces gens-là ne sont pas éternels, mais mortels comme nous tous et ils quitteront aussi la Suisse un jour ou l'autre pour un autre paradis. Une chose est certaine cependant, personne ne remplacera ces contribuables, si le forfait fiscal était aboli.

Il faut donc à tout prix empêcher que dans un avenir plus ou moins proche 100% des forfaits quittent notre pays, ce qui représenterait 6000 contribuables en moins et des milliards de manque à gagner pour la Suisse.

Au final, il faudra près de 12'000 contribuables ordinaires qui payeront ensemble autant d'impôts que les 6'000 personnes imposées d'après la dépense.

Rappelons-nous enfin que l'imposition à la dépense est un dispositif performant, créateur de valeur ajoutée et de richesse et indispensable pour l'équilibre budgétaire de certaines collectivités publiques. Il faut le maintenir pour que la Suisse reste compétitive au niveau international !

Ces personnes payent des impôts, consomment et investissent. Pourquoi se faire Harakiri !

Une chose est sûre : à terme, 100% des titulaires de forfaits quitteront la Suisse si l'initiative était acceptée